

énéo FOCUS

OCTOBRE 2018

Des murs et des grilles : les conséquences de nos politiques de fermeture des frontières

THÈMES

Droits

Économie

Immigration

Sécurité

Vivre ensemble

À DÉCOUVRIR DANS CETTE ANALYSE

Notre société a érigé de toutes parts des barrières. Pour protéger les uns, elle a enfermé les autres. Mais de quoi cherchons-nous à nous protéger au juste ? Qu'est-ce qui pousse l'être humain à s'enfermer et à enfermer les autres de la sorte ? Les barrières que l'on construit pour empêcher les peuples d'entrer dans nos pays, que celles-ci soient physiques ou non, ont des conséquences humaines, environnementales et financières désastreuses.

QUESTIONS POUR LANCER ET/OU PROLONGER LA RÉFLEXION

Quelles sont les raisons qui nous poussent à ériger des barrières et des murs ?

Comment répondre au besoin fondamental de tous les êtres humains à la sécurité ?

Quelles sont les conséquences humaines, environnementales et économiques de nos politiques de sécurité ?

DES MURS ET DES GRILLES : LES CONSÉQUENCES DE NOS POLITIQUES DE FERMETURE DES FRONTIÈRES

« Les hommes construisent trop de murs et pas assez de ponts » (Isaac Newton)

Des murs anti-migrants, des grillages autour des centres fermés et aux abords des frontières, des barreaux aux fenêtres... Notre société a érigé de toutes parts des barrières. Pour protéger les uns, elle a enfermé les autres : États-Unis et Mexique, Corée du Nord et du Sud, Israël et la Cisjordanie, Malaisie et Thaïlande, Inde et Pakistan, Iran et Irak, Chine et Mongolie, Botswana et Zimbabwe. Et l'Europe n'est pas épargnée, comme à Ceuta et Melilla.

Mais de quoi cherchons-nous à nous protéger au juste ? Qu'est-ce qui pousse l'être humain à s'enfermer et à enfermer les autres de la sorte ?

Les barrières que l'on construit pour empêcher les peuples d'entrer dans nos pays, que celles-ci soient physiques ou non, ont différents coûts : humain, environnemental et financier.

Des frontières qui enferment ou qui libèrent

Car ne nous y trompons pas, au-delà de l'enfermement évident que constituent les centres fermés pour migrants, les frontières elles-mêmes enferment les humains : elles enferment tous ceux qui ne peuvent les franchir librement, ceux qu'on appelle « migrants », « illégaux », « demandeurs d'asile ». Leur laissant le choix de se confiner dans leur pays qui leur apporte comme horizon l'absence de liberté, les traitements dégradants, la torture, la persécution, la mort, la faim...ou alors, d'errer dans des zones de non-droits aux abords des frontières des pays « démocratiques ». Ce seront alors également la faim, la persécution, la mort, les traitements dégradants et humiliants qui les attendront aussi. La perspective est donc peu réjouissante.

Mais les frontières enferment aussi ceux qu'elles prétendent protéger, nous, citoyens de ces pays qui disent défendre les droits de l'homme. En jouant avec nos peurs et avec notre besoin de sécurité, elles nous mettent des œillères sur ce qui se passe à nos portes, dans notre pays, elles nous empêchent de nous ouvrir à l'autre.

Mais C.Y. Zarka nuance en précisant que ce ne sont pas les frontières qui séparent les êtres, ce sont les murs. Les frontières permettent de se construire une intimité, de représenter le fait que nous ne sommes pas tous les mêmes et que des réalités socio-économiques et culturelles différentes existent. Elles permettent ainsi la reconnaissance et la rencontre de l'autre, et protègent les marchandises et les œuvres culturelles. Les murs, quant à eux, « ont pour fonction unique d'empêcher le passage des hommes (l'affamé, l'indésirable, le trafiquant, le terroriste...) »¹. Si la frontière peut faire l'objet d'un consensus de part et d'autre quant à son tracé et aux règles qui régissent la circulation, les murs sont érigés de manière unilatérale et ont un caractère plus violent.

« Le meilleur antidote au mur, c'est la reconnaissance mutuelle de la différence de soi et de l'autre à travers la frontière qui n'est précisément pas un mur étanche, mais un lieu de reconnaissance et de passage. »²

La question des frontières interroge notre rapport à l'Autre :

¹ Zarka, 2007

² *Ibid.*

« sommes-nous prêts à agir pour lui, au-delà de nos frontières géographiques et générationnelles dans le cas du changement climatique, et physiques dans le cas des migrations ? Va-t-on reconnaître l'autre comme un étranger ou comme une partie de nous-mêmes ? »³.

Quand tout bascule...

La politique de fermeture des frontières telle qu'on la connaît actuellement dans les pays du Nord date des années 1970. Jusque-là, les frontières existaient, mais leur contrôle ne se faisait pas drastiquement : « La « crise économique », notamment, a conduit à ce que la fermeture des frontières devienne la règle et à ce que le droit à la circulation soit peu à peu érigé en privilège des plus riches. »⁴.



Berlin 1989, chute du mur. Crédits : Thiémarc horlogerie, flickr.

Le 9 novembre 1989, le Mur de Berlin s'effondre. Le monde occidental se réjouit alors de voir enfin les frontières s'abaisser et la liberté de mouvement dépasser les frontières. On se permet de rêver à un village global, à un monde sans frontières où la citoyenneté dépasserait les États-nations. L'idée d'un gouvernement mondial germe dans les esprits, en partant du principe : « agir local, penser global »⁵.

Mais l'enthousiasme sera de courte durée, car 20 ans plus tard, les États-Unis d'Amérique entament la construction d'un nouveau mur à la frontière avec le Mexique. Et cette fois-ci, il ne s'agit plus d'empêcher les habitants d'un pays de le quitter (comme en URSS) : ce fut le coup d'envoi de la fermeture des frontières en vue de protéger les habitants des « menaces » étrangères. « C'est le retour de l'État-nation, du souverainisme, du protectionnisme, du repli sur soi... »⁶. La liberté de circulation n'aura duré que quelques années.

Une société sécuritaire

La sécurité est un besoin fondamental. Lorsque ce besoin primaire n'est pas rempli, c'est la peur qui prend le dessus et qui nous pousse à chercher davantage de sécurité par tous les moyens. Ainsi, c'est la peur qui nous pousse à ériger des barrières physiques, pour nous éviter d'entrer en contact avec l'autre, ou l'empêcher d'entrer en contact avec nous. La tentation d'ériger des barrières n'est pas nouvelle. De tout temps, lorsque des peuples n'arrivaient pas à penser l'Autre, à vivre avec, à le comprendre, à tisser des liens ou à concevoir un avenir avec lui, il a bâti des murs.

Et pour alimenter cette peur, différents arguments viennent à l'appui. L'argument économique étant le numéro 1, vient ensuite celui de la menace terroriste. Certains économistes, les associations de défenses des droits humains font pourtant tout pour démontrer que ces arguments ne tiennent pas la route, la peur reste bien présente. Ou du moins elle guide l'orientation prise par beaucoup de gouvernements en Europe : ils construisent une société dominée par le repli, la peur et le rejet de l'autre⁷.

³ Gemenne, 2018

⁴ Association Gisti, 2017

⁵ Ibid.

⁶ Ibid.

⁷ Ibid.

Le coût humain de nos politiques de fermeture

Les tristes actualités nous montrent à quel point nos politiques de refoulement sont meurtrières. Pour échapper aux dispositifs de surveillance militarisés, les candidats au départ n'ont aucune route sécurisée leur permettant d'atteindre le pays d'arrivée. Plusieurs milliers de migrants décèdent chaque année au cours de leur périple : que ce soit par l'action d'organisations mafieuses de passeurs, ou par des conditions de voyages rudes (traverser des chaînes de montagnes à pied par exemple). Ils effectuent au risque de leur vie des trajets qui durent des mois voire des années, alors que nous ne mettons que quelques heures pour les effectuer.

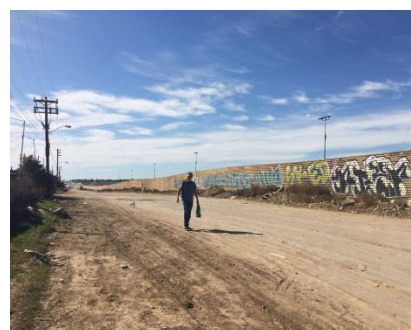
Des frontières qui engendrent des drames en Méditerranée, des business pour les passeurs peu scrupuleux, nous rappelle François Gemenne⁸. Des frontières qui empêchent les personnes de quitter leur pays et d'y revenir librement (car quand on a fait une demande d'asile dans un pays, pour ne pas risquer de ne pouvoir y revenir plus tard, on est forcé de prendre racine dans le pays d'accueil).

« Aucun mur, aucune barrière ne pourront empêcher un individu de fuir la misère, les catastrophes naturelles ou les guerres. La fermeture des frontières est irréaliste et criminelle : elle ne fait que rendre les déplacements plus précaires, plus coûteux et plus dangereux. » (F. Gemenne).

Des conséquences environnementales

« Nous érigeons beaucoup de murs. Mais nous ne sommes pas les seuls à habiter sur la Terre... » (P. Servigne)

Les murs érigés pour protéger certains pays ont des conséquences inattendues sur la biodiversité. Ils *« représentent une menace importante et sous-estimée pour de nombreux êtres vivants non humains »*⁹. Les scientifiques ont montré que les 3200 kilomètres de murs érigés par les USA ces dernières décennies pour se couper du Mexique sont une menace pour la biodiversité très riche de cette région.



Mur Tijuana-USA. Crédits : C-Monster, flickr

Pourquoi ? Parce que cette frontière physique présente des risques majeurs pour les habitats naturels : les sols sont dégradés et les populations animales sont fragmentées. Les murs entravent par ailleurs les migrations saisonnières naturelles et empêchent les animaux d'aller chercher la nourriture et l'eau qui leur sont nécessaires. Ils ne respectent donc absolument pas les écosystèmes et la tendance naturelle des habitants de la terre, animaux et êtres humains, à migrer.

La sécurité, tout bénéfique pour les industriels !

La triste ironie de la situation est que la sécurité est devenue un réel secteur économique créant une industrie de la sécurité des frontières, aujourd'hui très florissante : en 2016, elle représentait un marché mondial de près de 17 milliards d'euros. En 2022, ce montant s'élèvera à près de 50 milliards d'euros¹⁰.

⁸ Gemenne, 2018

⁹ Servigne, 2018

¹⁰ Pitron, 2017

Car pour surveiller, contrôler et enfermer, il en faut des ressources financières ! Et de cela, on parle généralement moins. Les dépenses consacrées à la fois par les individus et par les états en matière de sécurité se sont plus qu'accrues ces dernières années :

- ❖ « *L'économie de la sécurité, le chiffre d'affaires mondial du secteur de la sécurité privée progresse de 7 à 8 % par an et atteint aujourd'hui entre 100 et 120 milliards de dollars.* » (Source : OCDE)
- ❖ « *La part du budget des États-Unis consacrée à la sécurité intérieure a doublé entre 2002 et 2003 et dépasse aujourd'hui largement 30 milliards de dollars* » (Source : OCDE).
- ❖ Depuis 15 ans, l'Union européenne a dépensé 11,3 milliards d'euros pour renvoyer les migrants illégaux entre 2000 et 2015. Durant ces mêmes années, elle a dépensé 1,6 milliard d'euros pour assurer la protection des frontières. Rien que le coût de l'entretien des barrières et grillages des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla coûteraient 10 millions d'euros par an. Les bénéficiaires de cette surveillance iraient aux grands groupes industriels (Source : Le Monde).
- ❖ On estime à 4000 euros le prix d'une expulsion (Source : Le Monde).
- ❖ Les migrants ont dépensé 15,7 milliards d'euros pour entrer en Europe entre 2000 et 2015 (source : Le Monde).

Cette politique de fermeture des frontières qui génère des coûts faramineux en matière de sécurité ne permet pourtant pas concrètement de réduire les flux migratoires : « *On compte à l'heure actuelle environ 200 millions de migrants internationaux dans le monde contre moins de 75 millions en 1965.* »¹¹. Pourquoi dès lors s'acharner dans cette voie sans issue aux conséquences humaines et environnementales tragiques ? Pourquoi ne pas mobiliser toutes ces ressources pour garantir les droits humains à jouir d'une vie digne ? Et pourquoi ne pas penser et développer des politiques soutenables pour répondre aux énormes enjeux sociaux et climatiques au lieu de colmater des brèches qui se fissureront tôt ou tard, sous la pression continue des mouvements de population ?

Hélène Eraly

¹¹ Association Gisti, 2017

POUR ALLER PLUS LOIN...

Association Gisti, 2017, “Le coût des frontières”, *Médiapart*, en ligne : <https://blogs.mediapart.fr/edition/concert-liberte-de-circulation-lundi-5-juin-au-trianon/article/040617/le-cout-des-frontieres>

De Saint Victor J. (2007), « Le retour des Murs : une mondialisation fermée ? », *Cités*, 2007/3, n° 31.

Gemenne F., (2018), « Entretien avec François Gemenne », *Imagine demain le monde*, septembre-octobre 2018, n° 129.

Le Monde, (2015), « L’Union européenne dépense des fortunes pour renvoyer les migrants illégaux ». En ligne : https://www.lemonde.fr/europe/article/2015/06/18/l-ue-depense-des-fortunes-pour-renvoyer-les-migrants-illegaux_4657057_3214.html

L’Observateur de l’OCDE, N° 246/247, Janvier 2005 : http://observateurocde.org/news/archivestory.php/aid/1249/Une_soci_E9t_E9_s_E9curitaire.html

Peters R. et al. (2018), « Nature Divided, Scientists United: US-Mexico Border Wall Threatens Biodiversity and Binational Conservation », *BioScience*, mai 2018.

Pitron G., (2017), « Sécurité aux frontières : enquête sur le nouveau complexe militaro-industriel européen ». En ligne : <http://multinationales.org/Securite-aux-frontieres-enquete-sur-le-nouveau-complexe-militaro-industriel>

Servigne P., (2018), « Les murs n’arrêtent pas que les humains », *Imagine demain le monde*, septembre-octobre 2018, n° 129, p.44-45.

Zarka Y. C., (2007), « Frontières sans murs et murs sans frontières », *Cités*, 2007/3, n° 31.

Pour citer cette analyse

Eraly H., (2018), « Des murs et des grilles : les conséquences de nos politiques de fermeture des frontières », *Énéo Focus*, 2018/18.

Avertissement : Les analyses Énéo ont pour objectif d'enrichir une réflexion et/ou un débat à propos d'un thème donné. Elles ne proposent pas de positions avalisées par l'asbl et n'engagent que leur(s) auteur(e)(s).

Énéo, mouvement social des aînés asbl
Chaussée de Haecht 579 BP 40 – 1031 Schaerbeek - Belgique
e-mail : info@eneo.be – tél. : 00 32 2 246 46 73

En partenariat avec



Avec le soutien de